

## MINISTÈRE WALLON DE L'ÉQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 99 — 410

[C - 99/27092]

**4 FEVRIER 1999. — Décret modifiant le décret du 10 mars 1994  
relatif à la création de la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

*CHAPITRE 1er. — Modification du décret du 10 mars 1994  
relatif à la création de la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 2 du décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures, remplacé par le décret du 8 février 1996, est modifié comme suit :

1° le texte actuel de l'article 2 devient le § 1er;

2° le § 1er est complété par un alinéa libellé comme suit :

« Le Gouvernement peut compléter la liste visée à l'alinéa 3 pour y ajouter des infrastructures s'inscrivant dans un réseau transeuropéen de communication. Il en arrête la programmation financière des travaux. »;

3° il est inséré un § 2 libellé comme suit :

« § 2. La société a également pour mission de gérer les infrastructures d'intérêt public et de percevoir les recettes visées à l'article 8bis afin de concourir à la valorisation commerciale du réseau routier et fluvial de la Région et de contribuer au financement de la mission visée au § 1er. »

**Art. 2.** L'article 3, alinéa 1er, du même décret est remplacé par l'alinéa suivant :

« En vue de la réalisation de son objet, la société peut notamment :

1° recourir aux services de tiers et les charger de toute mission utile à la réalisation de son objet dans le respect des règles relatives aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

2° avec l'approbation du Gouvernement, participer à des associations ou prendre des participations dans des sociétés commerciales dont l'activité est utile à la réalisation de la mission visée à l'article 2, § 2;

3° effectuer toutes les opérations financières dans le cadre de la réalisation de son objet social. »

**Art. 3.** Dans l'article 4 du même décret, les mots « les titres de la catégorie A sont souscrits intégralement et libérés par cinquième annuel » sont remplacés par les mots « les titres de la catégorie A sont souscrits intégralement et libérés par tranches annuelles ».

**Art. 4.** Dans l'article 5.1, alinéa 1er, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « dix membres » sont remplacés par les mots « douze membres maximum »;

2° au premier tiret, le mot « six » est remplacé par le mot « sept »;

3° au deuxième tiret, le mot « quatre » est remplacé par le mot « cinq ».

**Art. 5.** Dans l'article 8, § 1er, alinéa 1er, du même décret, remplacé par le décret du 8 février 1996, les mots « la mission de la société » sont remplacés par les mots « la mission visée à l'article 2 ».

**Art. 6.** Il est inséré dans le même décret un article 8bis, rédigé comme suit :

« Art. 8bis. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement est autorisé à céder à titre gratuit à la société tous droits réels et à faire toutes concessions sur les biens immobiliers suivants, dont il arrête préalablement la liste et qui visent :

1° les parties du domaine routier et autoroutier susceptibles d'une utilisation privative de nature commerciale, notamment l'exploitation :

a. de stations services et d'aires de repos;

b. de panneaux destinés à l'affichage publicitaire;

c. de réseaux de télécommunications;

2° les centrales hydroélectriques;

3° la gestion d'écluses, des trafics et des statistiques de navigation en Wallonie, ainsi que des postes de perception situés sur les voies navigables;

4° d'autres biens immeubles susceptibles d'une exploitation commerciale en relation directe avec le réseau routier, autoroutier ou fluvial dépendant de la Région.

Cette autorisation s'étend aux biens qui font partie du domaine public, pour autant que la nature des droits accordés à la société soit compatible avec l'affectation domaniale.

§ 2. Les actes de cession et de concession déterminent les conditions d'exploitation dont la société doit garantir le respect et les charges qu'elle doit assumer.

Pour les biens qui font partie du domaine public, la Région demeure seule titulaire des prérogatives de police et de gestion domaniale. Les droits de la société sur ces biens ne peuvent être cédés par la société qu'à des personnes morales dans lesquelles elle détient un intérêt prépondérant, et moyennant l'approbation du Gouvernement.

§ 3. Le Gouvernement peut également céder à la société, dans le respect des dispositions légales applicables, les droits et obligations personnels résultant d'engagements contractuels en cours, se rapportant aux biens visés aux §§ 1er et 2.

§ 4. Le Gouvernement fixe, sur la proposition du conseil d'administration de la société, le barème des redevances que celle-ci est autorisée à percevoir à charge des personnes qui bénéficient d'une autorisation de prise d'eau sur les voies navigables.

Le Gouvernement fixe, sur la proposition du conseil d'administration de la société, les droits de navigation que celle-ci est autorisée à percevoir à charge des usagers des voies navigables administrées par la Région. Ces droits constituent une redevance pour la gestion des écluses et du trafic, des statistiques de navigation en Wallonie et des postes de péage appartenant à la société. »

**Art. 7.** L'article 11 du même décret, remplacé par le décret du 8 février 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. § 1er. Les recettes de la société sont constituées :

1° de toutes les recettes propres générées par l'activité de la société, notamment les recettes résultant des dispositions de l'article 8bis du présent décret, ainsi que celles visées au § 2;

2° du produit des opérations financières visées à l'article 3;

3° d'interventions financières exceptionnelles à charge du budget de la Région.

§ 2. La société perçoit des recettes en contrepartie de l'octroi du droit d'accéder aux voies de communication qu'elle a financées et aux ouvrages d'art qui s'y rattachent, et du droit de les utiliser.

Le montant des recettes visées au § 2, alinéa 1er, est déterminé par le Gouvernement, sur la proposition du conseil d'administration de la société en fonction de tout critère de nature économique établi selon la nature des infrastructures confiées à la société, notamment la densité du trafic, la catégorie du moyen de transport utilisé et la distance parcourue.

Le Gouvernement peut décider que les droits précités sont perçus sous la forme de péages à charge de la Région pour compte des utilisateurs. Dans ce cas, les modalités de perception des péages sont déterminées par une convention conclue entre le Gouvernement et la société. ».

CHAPITRE II. — *Modification de la loi du 15 mars 1971  
concernant les droits de navigation à percevoir sur les voies navigables administrées par l'Etat*

**Art. 8.** L'article 1er de la loi du 15 mars 1971 concernant les droits de navigation à percevoir sur les voies navigables administrées par l'Etat est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1<sup>er</sup>. Les droits de navigation, visés à l'article 8bis, § 4, alinéa 2, du décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures sont fixés sur les bases et dans les limites définies ci-après. »

CHAPITRE III. — *Modification du décret du 24 novembre 1994  
portant dissolution de l'Office de la navigation et création de l'Office de promotion des voies navigables*

**Art. 9.** L'article 11 du décret du 24 novembre 1994 portant dissolution de l'Office de la navigation et création de l'Office de promotion des voies navigables est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. Le financement de l'activité de l'Office est assuré par les recettes provenant de son activité, ainsi que par une subvention annuelle à charge du budget régional. »

CHAPITRE IV. — *Disposition finale*

**Art. 10.** Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 1999.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 4 février 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,  
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,  
W. ANCIEN

—  
Note

(1) *Session 1998-1999*  
*Documents du Conseil* 426 (1998-1999), n<sup>os</sup> 1 et 2.  
*Compte rendu intégral*, séance publique du 13 janvier 1999.  
Discussion — Vote.

## ÜBERSETZUNG

## WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 99 — 410

[C - 99/27092]

**4. FEBRUAR 1999 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 10. März 1994 über die Errichtung der "Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures" (Wallonische Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen) (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**KAPITEL I — Abänderung des Dekrets vom 10. März 1994  
über die Errichtung der "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures"****Artikel 1** - Der Artikel 2 des Dekrets vom 10. März 1994 über die Errichtung der "Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures", ersetzt durch das Dekret vom 8. Februar 1996, wird folgendermaßen abgeändert:

1° der derzeitige Text des Artikels 2 wird der § 1;

2° der § 1 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Die Regierung kann die in dem Absatz 3 erwähnte Liste im Hinblick auf die Hinzufügung von Infrastrukturen in Verbindung mit einem transeuropäischen Verkehrsnetz ergänzen. Sie verabschiedet deren Finanzplanung für die Arbeiten.»;

3° ein § 2 wird mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 2. Die Gesellschaft hat ebenfalls die Aufgabe, die Infrastrukturen öffentlichen Interesses zu verwalten und die in Artikel 8bis erwähnten Einnahmen einzuziehen, um zur Hebung der gewerblichen Leistungsfähigkeit des Straßen- und Flußnetzes der Region beizutragen und sich an der Finanzierung der in § 1 erwähnten Aufgabe zu beteiligen.»

**Art. 2** - Der Artikel 3, Absatz 1 desselben Dekrets wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«Im Hinblick auf die Verwirklichung ihrer Zielsetzung kann die Gesellschaft insbesondere:

1° die Dienste von Drittpersonen in Anspruch nehmen und diese mit jeglicher zur Verwirklichung ihrer Zielsetzung nützlichen Aufgabe unter Einhaltung der Regeln bezüglich der öffentlichen Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen beauftragen;

2° mit der Einwilligung der Regierung an Vereinigungen teilnehmen oder Anteile bei Handelsgesellschaften, deren Tätigkeit zur Verwirklichung der in Artikel 2, § 2 erwähnten Aufgabe nützlich ist, übernehmen;

3° alle Finanzgeschäfte im Rahmen der Verwirklichung ihrer gesellschaftszwecklichen Zielsetzung tätigen.»

**Art. 3** - In Artikel 4 desselben Dekrets werden die Wörter "Die Effekten der Kategorie A werden voll gezeichnet, durch jährliche Fünftel eingezahlt" durch die Wörter " Die Effekten der Kategorie A werden voll gezeichnet, durch jährliche Teilbeträge eingezahlt" ersetzt.**Art. 4** - In Artikel 5.1, Absatz 1 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Wörter "zehn Mitgliedern" werden durch die Wörter "höchstens zwölf Mitgliedern" ersetzt;

2° beim ersten Strich wird das Wort "sechs" durch das Wort "sieben" ersetzt;

3° beim zweiten Strich wird das Wort "vier" durch das Wort "fünf" ersetzt.

**Art. 5** - In Artikel 8, § 1, Absatz 1 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 8. Februar 1996, werden die Wörter "der Aufgaben der Gesellschaft" durch die Wörter "der in Artikel 2 erwähnten Aufgaben" ersetzt.**Art. 6** - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 8bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 8bis - § 1. Die Regierung ist befugt, der Gesellschaft unentgeltlich alle dinglichen Rechte abzutreten und alle Konzessionen für die nachstehenden Immobiliengüter zu erteilen, deren Liste sie zuvor verabschiedet. Diese betrifft:

1° die Abschnitte des öffentlichen Straßen- und Autobahnnetzes, die für eine beschränkende Nutzung gewerblicher Art dienen können, insbesondere der Betrieb:

a. von Tankstellen und Rastplätzen;

b. von zur Werbung bestimmten Reklametafeln;

c. von Fernmeldenetzen.

2° die Wasserkraftwerke;

3° die Verwaltung der Schleusen, des Verkehrs und der Statistiken der Schifffahrt in der Wallonie, sowie die an den schiffbaren Wasserstraßen gelegenen Mautstellen;

4° sonstige Immobiliengüter, die zur gewerblichen Nutzung in unmittelbarer Verbindung mit dem der Region untergeordneten Straßen-, Autobahn- oder Flußnetz dienen können.

Diese Befugnis erstreckt sich auf die Güter, die dem öffentlichen Eigentum angehören, insofern die Art der Rechte, die der Gesellschaft gewährt werden, mit der staatseigenen Zweckbestimmung vereinbar ist.

§ 2. In der Abtretungs- sowie der Konzessionsurkunde werden die Betriebsbedingungen festgelegt, deren Einhaltung die Gesellschaft zu gewährleisten, sowie die Kosten die sie zu tragen hat.

In bezug auf die dem öffentlichen Eigentum angehörenden Güter behält die Region die Alleinbefugnis auf dem Gebiet der Domänenpolizei und B verwaltung. Unter Vorbehalt der Genehmigung der Regierung können die Rechte der Gesellschaft auf diese Güter von dieser lediglich an juristische Personen abgetreten werden, in denen sie eine überwiegende Mehrheitsbeteiligung besitzt.

§ 3. Die Regierung kann der Gesellschaft unter Beachtung der anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen ebenfalls die sich aus den laufenden vertraglichen Verbindlichkeiten ergebenden personenbezogenen Rechte und Pflichten abtreten, die sich auf die in den §§ 1 und 2 erwähnten Güter beziehen.

§ 4. Die Regierung bestimmt auf Vorschlag des Verwaltungsrats der Gesellschaft die Tariftabelle der Gebühren, die diese berechtigt ist, zu Lasten derjenigen Personen einzuziehen, die über eine Genehmigung zur Wasserentnahme auf den Wasserstraßen verfügen.

Die Regierung bestimmt auf Vorschlag des Verwaltungsrats der Gesellschaft die Schifffahrtsrechte, die diese berechtigt ist, zu Lasten der Benutzer der von der Region verwalteten Wasserstraßen einzuziehen. Diese Rechte stellen die Gebühren für die Verwaltung der Schleusen, des Verkehrs, der Statistiken der Schifffahrt in der Wallonie und die der Gesellschaft angehörenden Mautstellen dar.»

**Art. 7** - Der Artikel 11 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 8. Februar 1996, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 11 § 1. Die Einnahmen der Gesellschaft bestehen:

1° aus allen eigenen Einnahmen, die bei der Tätigkeit der Gesellschaft entstehen, insbesondere diejenigen, die sich aus den Bestimmungen des Artikels 8bis des vorliegenden Dekrets ergeben, sowie die in § 2 erwähnten Einnahmen;

2° aus dem Ertrag der in Artikel 3 erwähnten Finanzgeschäfte;

3° aus außergewöhnlichen Finanzbeteiligungen zu Lasten des Haushalts der Region.

§ 2. Als Gegenleistung für die Gewährung des Rechts auf den Zugang zu den von ihr finanzierten Verkehrsverbindungen, den dazugehörenden Kunstbauwerken und für deren Benutzungsrecht, zieht die Gesellschaft Einnahmen ein.

Der in § 2, Absatz 1 erwähnte Betrag der Einnahmen wird auf Vorschlag des Verwaltungsrats der Gesellschaft von der Regierung festgelegt, unter Berücksichtigung jeglicher Kriterien wirtschaftlicher Art, die je nach Art der der Gesellschaft anvertrauten Infrastrukturen bestimmt werden, insbesondere die Verkehrsdichte, die Kategorie der benutzten Transportmittel und die hinterlegte Strecke.

Die Regierung kann beschließen, daß die oben erwähnten Rechte in der Form von Mautgebühren zu Lasten der Region für Rechnung der Benutzer eingezogen werden. In diesem Fall werden die Modalitäten für die Mautgebühren durch ein zwischen der Regierung und der Gesellschaft abgeschlossenes Abkommen festgelegt.»

KAPITEL II — *Abänderung des Gesetzes vom 15. März 1971  
über die auf den staatsverwalteten Wasserstraßen zu erhebenden Schifffahrtsrechte*

**Art. 8** - Der Artikel 1 des Gesetzes vom 15. März 1971 über die auf den staatsverwalteten Wasserstraßen zu erhebenden Schifffahrtsrechte wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Artikel 1 - Die in Artikel 8bis, § 4, Absatz 2 des Dekrets vom 10. März 1994 über die Errichtung der "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures" erwähnten Schifffahrtsrechte werden auf der Grundlage und im dem Rahmen, so wie diese nachstehend bestimmt werden, festgelegt.»

KAPITEL III — *Abänderung des Dekrets vom 24. November 1994  
zur Auflösung des "Office de la navigation" (Schifffahrtsamt)  
und zur Errichtung des "Office de promotion des voies navigables" (Amt zur Förderung der Schiffbaren Wasserstraßen)*

**Art. 9** - Der Artikel 11 des Dekrets vom 24. November 1994 zur Auflösung des "Office de la navigation" und zur Errichtung des "Office de promotion des voies navigables" wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 11 - Die Finanzierung der Tätigkeit des Amtes wird durch die aus dessen Tätigkeit entstehenden Einnahmen, so wie durch einen jährlichen Zuschuß zu Lasten des regionalen Haushalts gewährleistet.»

KAPITEL IV — *Schlußbestimmung*

**Art. 10** - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 1999 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 4. Februar 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

M. Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,  
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,  
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,  
W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung,  
des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,  
W. ANCION

Note

(1) *Sitzungsperiode 1998-1999*

*Ratsdokumente 426 (1998-1999) Nrn. 1 und 2*

*Ausführlicher Bericht, öffentliche Sitzung vom 13. Januar 1999*

*Diskussion — Abstimmung.*

## VERTALING

## WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 99 — 410

[C - 99/27092]

**4 FEBRUARI 1999.** — Decreet houdende wijziging van het decreet van 10 maart 1994 betreffende de oprichting van de "Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures" (Waalse Maatschappij voor de aanvullende financiering van de infrastructuur) (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van het decreet van 10 maart 1994  
betreffende de oprichting van de "Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures"*

**Artikel 1.** Artikel 2 van het decreet van 10 maart 1994 betreffende de oprichting van de "Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures", vervangen bij het decreet van 8 februari 1996, wordt gewijzigd als volgt :

1° de huidige tekst van artikel 2 wordt § 1;

2° § 1 wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

« De Regering kan de in het derde lid bedoelde lijst aanvullen door er infrastructuur aan toe te voegen die deel uitmaken van een Trans-Europees communicatienet. Zij bepaalt de financiële programmering van de werken. »;

3° er wordt een § 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2. De maatschappij is ook belast met het beheer van de infrastructuur van algemeen belang en met de inning van de in artikel 8bis bedoelde ontvangsten om bij te dragen tot de commerciële valorisatie van het wegennet en de binnenwaterwegen van het Gewest en tot de financiering van de opdracht bedoeld in § 1. »

**Art. 2.** Artikel 3, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

« Om haar doel te verwezenlijken kan de maatschappij o.a. :

1° een beroep doen op de diensten van derden en deze laten belasten met opdrachten die ze nuttig acht, met inachtneming van de regels inzake overheidsopdrachten van werken, leveringen en diensten;

2° met de instemming van de Regering, bij verenigingen aansluiten of participaties nemen in handelsmaatschappijen waarvan de activiteit nuttig is voor de verwezenlijking van de opdracht bedoeld in artikel 2, § 2;

3° de nodige financiële transacties verrichten. »

**Art. 3.** In artikel 4 van hetzelfde decreet worden de woorden "op de effecten van categorie A wordt integraal ingeschreven en bij jaarlijkse vijfdens gestort" vervangen door de woorden "op de effecten van categorie A wordt integraal ingeschreven en bij jaarlijkse schijven volgestort".

**Art. 4.** In artikel 5.1, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "tien leden" worden vervangen door de woorden "maximum twaalf leden";

2° na het eerste streepje wordt het woord "zes" vervangen door het woord "zeven";

3° na het tweede streepje wordt het woord "vier" vervangen door het woord "vijf".

**Art. 5.** In artikel 8, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 8 februari 1996, worden de woorden "waarin de maatschappij haar opdracht mag vervullen" vervangen door de termen "waarin de in artikel 2 bedoelde opdracht vervuld mag worden".

**Art. 6.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 8bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 8bis. § 1. De Regering is ertoe gemachtigd de maatschappij alle zakelijke rechten om niet af te staan en alle concessies te doen op de onderstaande onroerende goederen, waarvan ze de lijst op voorhand bepaalt :

1° de gedeelten van het wegen- en autosnelwegendomein die vatbaar zijn voor privaat gebruik van commerciële aard, met name de exploitatie van :

a. servicestations of rustplaatsen;

b. reclameborden;

c. telecommunicatienetten;

2° de waterkrachtcentrales;

3° het beheer van sluizen, van de trafieken en de scheepvaartstatistieken in Wallonië, alsook van de op de waterwegen gelegen waarnemingsposten;

4° andere onroerende goederen die vatbaar zijn voor een commerciële exploitatie in rechtstreeks verband met het wegen- of autosnelwegennet of de binnenwaterwegen die van het Gewest afhangen.

Deze machtiging geldt ook voor goederen die aan het openbaar domein toebehoren, voor zover de aard van de aan de maatschappij verleende rechten verenigbaar is met de domaniale bestemming.

§ 2. De akten van overdracht en concessie bepalen de exploitatienormen waaraan de maatschappij moet voldoen en de lasten die ze moet dragen.

Wat betreft de goederen die aan het openbaar domein toebehoren, is het Gewest alleen bevoegd voor het politietoezicht en het domaniale beheer. De maatschappij kan haar rechten op deze goederen slechts afstaan aan rechtspersonen waarin ze een overwegende participatie heeft, mits goedkeuring van de Regering.

§ 3. Met inachtneming van de geldende wetsbepalingen kan de Regering eveneens persoonlijke rechten en verplichtingen aan de maatschappij afstaan die voortvloeien uit lopende contractuele verbintenissen betreffende de goederen bedoeld in de §§ 1 en 2.

§ 4. Op voorstel van de raad van bestuur van de maatschappij bepaalt de Regering de schaal van de retributies die ze kan heffen ten laste van de houders van een vergunning tot waterwinning op de waterwegen.

Op voorstel van de raad van bestuur van de maatschappij bepaalt de Regering de scheepvaartrechten die ze kan innen ten laste van de gebruikers van de door het Gewest beheerde waterwegen. Deze rechten vormen een retributie voor het beheer van de sluizen en de trafieken, alsook van de scheepvaartstatistieken in Wallonië en van de tolstations die aan de maatschappij toebehoren. »

**Art. 7.** Artikel 11 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 8 februari 1996, wordt vervangen als volgt :

« Art. 11. § 1. De maatschappij heeft de volgende ontvangsten :

1° alle eigen ontvangsten uit haar activiteiten, met name de ontvangsten die onder de bepalingen van artikel 8bis van dit decreet vallen, alsook die bedoeld in § 2;

2° de opbrengst van de financiële transacties bedoeld in artikel 3;

3° uitzonderlijke financiële tegemoetkomingen ten laste van de begroting van het Gewest.

§ 2. De maatschappij int ontvangsten in ruil voor de toekenning van het recht om de door haar gefinancierde verbindingswegen en de erbij horende kunstwerken te betreden en van het recht om ze in gebruik te nemen.

Het bedrag van de in § 2, eerste lid, bedoelde ontvangsten wordt, op voorstel van de raad van bestuur van de maatschappij, door de Regering vastgesteld op grond van criteria van economische aard, zoals de verkeersdichtheid, de categorie van het gebruikte vervoermiddel en de afgelegde afstand, die bepaald worden naar gelang van het type infrastructuur die aan de maatschappij wordt toevertrouwd.

De Regering kan beslissen dat bovenvermelde rechten als een door de gebruikers betaalde tol ten laste van het Gewest geheven worden. In dit geval worden de nadere regels voor de heffing van de tollens bepaald bij een overeenkomst die tussen de Regering en de maatschappij wordt gesloten. »

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van de wet van 15 maart 1971  
betreffende de scheepvaartrechten te heffen op de waterwegen onder beheer van de Staat*

**Art. 8.** Artikel 1 van de wet van 15 maart 1971 betreffende de scheepvaartrechten te heffen op de waterwegen onder beheer van de Staat, wordt gewijzigd als volgt :

« Artikel 1. De scheepvaartrechten, bedoeld in artikel 8bis, § 4, tweede lid, van het decreet van 10 maart 1994 betreffende de oprichting van de "Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures", worden vastgelegd op de grondslag en binnen de perken die hierna bepaald zijn. »

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van het decreet van 24 november 1994 houdende ontbinding van de "Office de la navigation" (Dienst voor de scheepvaart) en oprichting van de "Office de promotion des voies navigables" (Dienst voor de bevordering van de scheepvaartwegen)*

**Art. 9.** Artikel 11 van het decreet van 24 november 1994 houdende ontbinding van de "Office de la navigation" (Dienst voor de scheepvaart) en oprichting van de "Office de promotion des voies navigables" wordt vervangen als volgt :

« Art. 11. De activiteit van de Dienst wordt gefinancierd met de ontvangsten die ze voortbrengt, alsook met een jaarlijkse toelage ten laste van de gewestelijke begroting. »

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepaling*

**Art. 10.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 1999.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 4 februari 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrustingen en Vervoer,  
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCION

—  
Nota

(1) *Zitting 1998-1999*

*Stukken van de Raad* 426 (1998-1999), nrs. 1 en 2.

*Volledig verslag*, openbare vergadering van 13 januari 1999.

Bespreking — Stemming.